



FSU 63

OUI à une école de la réussite de tous

NON aux régressions

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, vous êtes garant dans notre département du maintien et du développement du service public d'éducation. En quoi les mesures ici proposées assureront-elles cet objectif ?

Mois après mois, année après année, mesure après mesure, nous assistons hélas à une dégradation du système éducatif, et les quelques heures allouées en plus aux collèges du Puy de Dôme (essentiellement en H.S.A., difficilement utilisables) dues à une hausse démographique sont loin d'être suffisantes. Dans les établissements, l'autonomie se limite à faire, quand c'est encore possible, des choix par défaut (effectif ou groupes, horaire plancher ou effectif...). Cette gestion purement comptable et à l'heure près se fait au détriment des personnels et des élèves.

Les enseignants comme l'ensemble des personnels ne supportent plus le mépris, le dénigrement, les menaces de sanctions, les mensonges d'état et la démagogie d'un ministre et d'un gouvernement qui engagent l'école publique sur la plus mauvaise des voies. L'amélioration du système éducatif ne passe pas par des milliers de suppression de postes, l'éviction des jeunes les plus fragilisés via l'apprentissage, la précarité galopante, la dégradation des salaires, la mise au pas des personnels. La dernière mesure en date que vous avez prise, à savoir une sanction financière de retenue sur salaire à l'encontre de Directeurs d'école qui assurent dans des conditions difficiles l'intégralité de leurs multiples tâches, est une mesure injuste qui provoque l'indignation des personnels. Nous vous demandons de la retirer.

Une autre orientation pour l'école publique est nécessaire: elle se fonde sur le recrutement massif et la formation de personnels d'enseignement, d'éducation, d'orientation, de santé, d'administratifs, de TOS correctement rémunérés, respectés et qui sont tous indispensables pour assurer la réussite éducative. L'école, c'est l'affaire de tous.

Il s'agit bien d'obtenir les moyens d'un service public d'éducation, qui assure la réussite de tous, et en même temps il s'agit de porter dans le débat public nos propositions d'amélioration du système éducatif.

Parce que nous ne nous résignons pas à subir plus longtemps des attaques destructrices pour le service public d'éducation et les conditions de travail des personnels.

Parce que nous ne voulons pas d'un avenir pour les jeunes compromis par les formations au rabais d'une école libérale inégalitaire, sans moyens et sans ambition.

Nous étions massivement dans la rue le 20 janvier, pour dire notre refus de la politique éducative et budgétaire du gouvernement et notre volonté de promouvoir une école de qualité pour tous et nous le serons à nouveau le 8 février.